

La 15^{ème} conférence de la Convention cadre des Nations unies sur les changements climatiques se tiendra à Copenhague du 7 au 18 décembre. Face à une question politique mondiale à solidarité obligatoire, la concertation devra dépasser les antagonismes de 192 pays aux intérêts économiques très différents, inégalement exposés, et intégrer les éléments d'un nouveau dialogue Nord/Sud. Mais le contexte économique et politique pourrait limiter dramatiquement les ambitions de la convention.

La conférence devra se prononcer sur les mesures à prendre pour la période 2013-2020 pour ne pas dépasser une augmentation de deux degrés en 2100, objectif aujourd'hui partagé par tous les Etats. Au delà, les conséquences seraient telles sur les provisions en eau et produits alimentaires qu'il serait impossible de subvenir aux besoins de l'humanité. Cet objectif implique la diminution de moitié des émissions de CO₂ à l'échelle mondiale d'ici à 2050 (alors que les besoins en énergie vont doubler), 80% devant être réalisés dans les pays industrialisés.

Premier enjeu des discussions, le pourcentage de réduction d'émissions de GES sur lequel les Etats sont prêts à s'engager⁽¹⁾. L'ONU, l'UE les ONG prônent une méthode « par le haut » comme dans le protocole de Kyoto. Le traité fixe un objectif chiffré commun, des efforts différenciés entre pays développés et pays en développement (PED), un calendrier. Cette méthode cohérente et efficace n'a aucune chance de faire l'accord. Les pays émergents comme le Brésil et l'Inde persistent à réclamer la fixation d'un objectif à 2020 pour les seuls pays développés avant tout engagement de plus long terme afin de ne pas compromettre leur développement économique. Et les maigres résultats du traité de Kyoto ne constituent pas un point d'appui solide pour les défenseurs de la méthode « par le haut ».

Plus séduisante pour les pays émergents, mais aussi pour les Etats Unis, la méthode "patchwork" calquée sur le modèle des négociations de l'OMC. Chaque pays fait une offre d'engagements puis ajuste sa proposition sur la base des offres des autres pays. Plus pragmatique car seule susceptible de permettre un accord, elle est moins lisible, s'inscrit sur le court terme et ne permet pas le niveau d'efforts nécessaire pour atteindre l'objectif partagé⁽³⁾.

Quelque soit la méthode, les mesures à prendre, extrêmement coûteuses posent la question du financement. Le choix de Kyoto a été celui d'un financement par le marché du carbone avec des crédits d'émission échangeables et des mécanismes de flexibilité (offsets) très contestables. Ces mécanismes prévoient la possibilité de récompenser par des crédits d'émission les projets dans les PED. Le paquet énergie climat européen prévoit ainsi de réaliser 40% de l'effort de réduction par les offsets, (100% aux Etats Unis, dans le projet de loi en débat pour les objectifs 2020). Les pays développés réalisent ainsi au Sud à moindre coût l'effort qu'ils ne réalisent pas sur leur propre territoire. Et rien ne garantit que les réductions réalisées par les offsets s'additionnent bien à ce que les PED auraient réalisé de toute façon. Ainsi la proposition de prise en compte dans les offsets de la lutte contre la déforestation rencontre l'opposition du Brésil et nombre de pays forestiers. Très engagé dans la lutte contre la déforestation, le Brésil propose la mise en œuvre d'un fonds abondé par les pays développés. qui récompenserait les politiques de préservation forestières en dehors des mécanismes de marché.

Derrière ces discussions se joue la reconnaissance de la dette écologique des pays du Nord envers le reste de la planète qui confère aux pays développés la responsabilité d'aider les PED à mener à bien un développement écologiquement soutenable par des transferts technologiques et financiers et à financer l'adaptation au changement climatique dans les zones les plus touchées équatoriales et tropicales pour l'essentiel. Le coût de cette adaptation est en effet considérable⁽³⁾ pour des pays parmi les plus pauvres. L'Afrique menace de quitter les discussions si un effort significatif n'est pas fait pour abonder le fond d'adaptation. Mais le contexte de crise économique incite plutôt les pays contributeurs à revoir à la baisse leurs engagements.

Au final, l'hypothèse la plus probable est qu'il n'y aura pas de traité signé à Copenhague. L'ultime rencontre préparatoire de Bangkok qui devait aboutir à un texte préparatoire de 30 pages s'est achevée sur un texte de 200 pages avec le relevé de 2500 désaccords! Sont aujourd'hui recherchées les voies d'un accord politique de quelques pages afin que les négociateurs puissent se remettre au travail à la fin du sommet de Copenhague.

Claudie Martens

1 Les trois principaux émetteurs sont aujourd'hui les Etats Unis, la Chine et l'Union Européenne

2 la somme des mesures annoncées aujourd'hui par les pays industrialisés aboutit à une réduction de 10 à 24% pour 2020 alors que la communauté scientifique recommande une fourchette de 25 à 40%

3 5 à 10% du PIB de l'Afrique